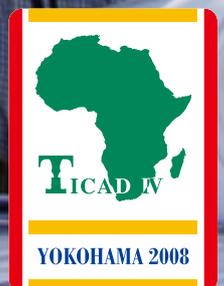


TICAD IV

Rapport annuel d'activités 2010

Résumé



TICAD IV

Rapport annuel d'activités 2010

Résumé

La troisième réunion ministérielle de suivi de la TICAD se tient à Dakar (Sénégal) le 1^{er} et le 2 mai 2011, moins de deux mois après que le Japon a été frappé par le plus violent tremblement de terre de son histoire. Depuis le séisme, le Japon a reçu un très grand nombre de messages de condoléances, de sympathie et de soutien de tout l'Afrique, et en effet du monde entier, ce qui témoigne de la profonde bonne volonté et solidarité ressentie par les populations tout autour du globe. Le Japon leur exprime à tous sa plus sincère gratitude pour leur soutien et leur solidarité.

Le Japon fait tout son possible pour se remettre de ce désastre. En s'appuyant sur cette très dure expérience, il s'engagera dans la construction d'une nouvelle société plus résistante aux catastrophes naturelles. Le Japon partagera avec les partenaires de la TICAD ses expériences et ses leçons durement apprises lors de ce drame, et il évoquera avec eux, avec un degré de compréhension et de compassion encore supérieur, comment aider l'Afrique à devenir elle-même plus résistante aux catastrophes naturelles telles que les inondations ou les sécheresses qui affectent souvent de nombreuses régions du continent.

Lors de la troisième réunion ministérielle de suivi de la TICAD, tous les partenaires de la TICAD vont examiner les avancées obtenues dans la mise en œuvre du Plan d'Action de Yokohama (PAY) jusqu'à la fin de l'exercice 2010. Cette année 2011, pendant laquelle la période de mise en œuvre de 5 ans fixée par le PAY arrive à mi-parcours, est le moment opportun pour que tous les participants, y compris la Commission de l'UA en tant que coorganisatrice depuis août 2010, envisagent l'avenir du processus de la TICAD. La réunion de cette année au Sénégal est également l'occasion idéale pour que le Japon montre aux partenaires de la TICAD et au reste du monde sa détermination à continuer à jouer un rôle actif pour la paix et la stabilité malgré le séisme. Le Japon exprime sa détermination à fidèlement exécuter ses engagements compréhensifs faits à la TICAD IV.

Table des Matières

I. Aperçu	4
II. Accélérer la croissance économique	
1. Infrastructures	7
2. Commerce, investissements et tourisme	10
3. Agriculture et développement rural	13
III. Atteindre les OMD	
1. Développement des communautés	15
2. Éducation	16
3. Santé	18
IV. Consolidation de la paix et bonne gouvernance	20
V. S'attaquer aux questions de l'environnement et des changements climatiques	23
VI. Elargir le partenariat	26

I. Aperçu



Visite de courtoisie de M. Jean Ping, Président de la CUA, au Premier ministre Naoto Kan en août 2010 (Photo : Cabinet du premier ministre)

Les avancées sont demeurées importantes en 2010, année qui se trouve à mi-chemin du suivi du Plan d'action de Yokohama de la TICAD IV. Ce rapport établit un bilan des avancées liées à la mise en œuvre des engagements pris par la TICAD IV entre avril 2008 et le 31 mars 2011 (y compris chiffres provisoires), en mettant notamment l'accent sur les développements obtenus en 2010. Le détail des activités de 2010 fourni par les partenaires respectifs chargés de la mise en œuvre sera mis à jour dans la base de données en ligne, publiée sur la page d'accueil du Ministère des Affaires Étrangères du Japon : <http://www.mofa.go.jp/region/africa/ticad/ticadfollow-up/report/index.html>.

La croissance a repris en Afrique après la pire récession que le monde a connu au cours des dernières années. D'après les estimations du rapport "Perspectives économiques en Afrique*", le taux de croissance du continent devrait atteindre 5,2 % en 2011. Toutefois, plusieurs éléments pourraient avoir un impact imprévisible sur le développement durable en Afrique, à savoir la hausse de plus en plus préoccupante des prix alimentaires et du pétrole ainsi que la situation politique dans certains pays africains.

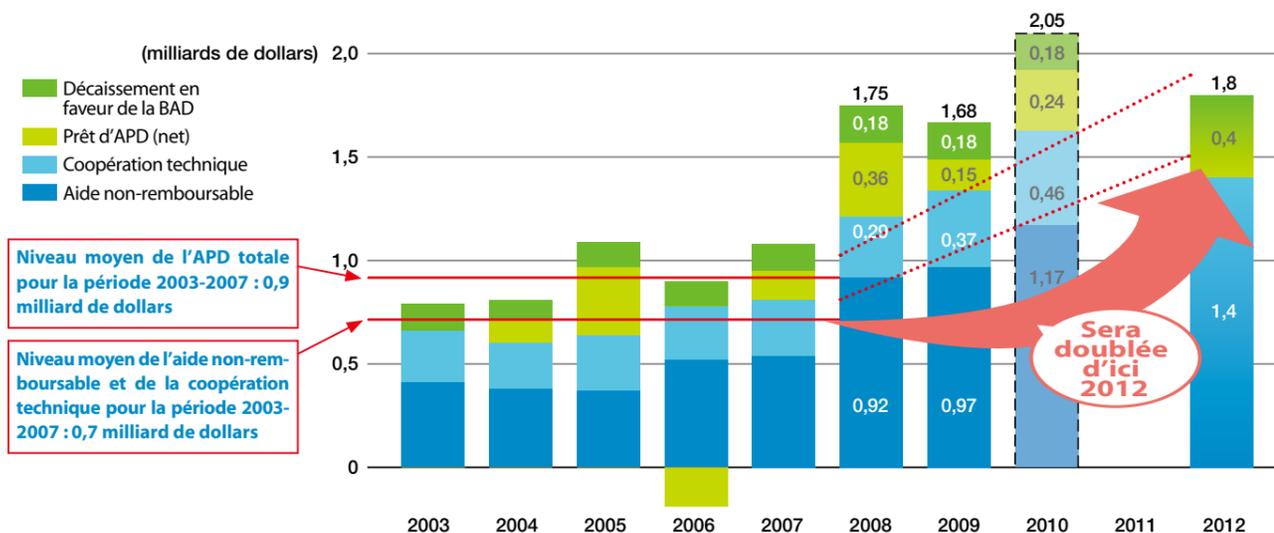
Consciente du rôle politique de l'Union africaine pour diriger et défendre certains aspects du développement africain, la Commission de l'Union africaine (CUA) est devenue un coorganisateur de la TICAD en 2010. A ce titre, la CUA continuera de promouvoir et de protéger l'intégration et le développement de l'Afrique afin de parvenir au développement global du continent, en travaillant en étroite collaboration avec d'autres coorganismes et en coordination avec l'ensemble des partenaires de développement de la TICAD.

*Publié conjointement par la Banque africaine de développement (BAD), le Centre de développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) et la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (UN-ECA).

Aide publique au développement (APD) du Japon en Afrique

Le gouvernement japonais s'est engagé à doubler le montant moyen annuel de ses APD en Afrique, soit un montant moyen de 0,9 milliard de dollars sur la période 2003-2007, pour atteindre 1,8 milliard de dollars d'ici 2012. 1,68 milliard de dollars ont été déboursés en 2009, suivis de 1,75 milliard en 2008. De plus, le montant total déboursé en 2010 a atteint 2,05 milliards (budget provisoire), ce qui dépasse le montant fixé pour 2012. Le gouvernement japonais prévoit de fidèlement exécuter ses engagements compréhensifs faits à la TICAD IV.

APD totale du Japon en Afrique en 2009, allègement de la dette non comprise

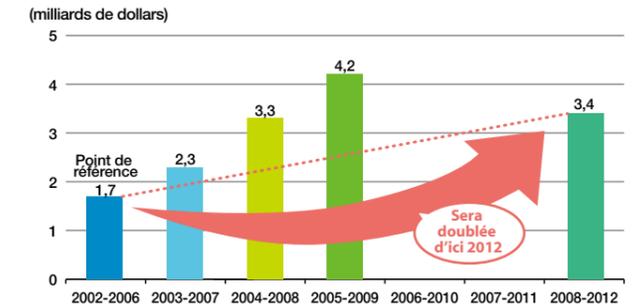


Investissement direct du Japon en Afrique

La moyenne sur cinq ans des investissements directs du Japon en Afrique au 31 décembre 2009 a atteint 4,2 milliards de dollars, dépassant ainsi temporairement la promesse de doubler les investissements directs du Japon en Afrique pour atteindre 3,4 milliards de dollars d'ici 2012. Un exemple d'investissements importants en 2009 est celui du projet Ambatovy à Madagascar, qui concerne un des plus grands projets miniers conjoints du monde avec la participation du Japon (Sumitomo Corporation qui détient 27,5 %), de la Corée du Sud et du Canada financés conjointement avec AfDB, la JBIC et autre. Sumitomo a investi au total 1,2 milliard de dollars, dont environ 300 millions de dollars durant l'année 2009.

Même si le montant total pour 2010 n'est pas encore disponible, les perspectives sont prometteuses, avec des investissements à grande échelle en cours, tels que le rachat de la société sud-africaine Dimension Data par NTT (avec un coût total de rachat d'environ 270 milliards de yens).

Niveau de l'investissement direct du Japon en Afrique (moyenne sur cinq ans)



Niveau de l'investissement direct du Japon en Afrique (actifs en fin d'exercice)

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Millions de dollars	1 232	2 052	1 628	1 332	2 701	3 895	7 325	5 734

(Source: JETRO)
*Considérant que le niveau de l'investissement direct fluctue d'une année à l'autre, la moyenne du niveau sur cinq ans en fin d'année est calculée entre le point de référence (1,7 milliard de dollars) et l'objectif (3,4 milliards de dollars).
*Égypte et Libye non comprises.
*Le tableau comprend l'île Maurice, où l'on estime que la majeure partie de l'investissement est transférée vers l'Inde.

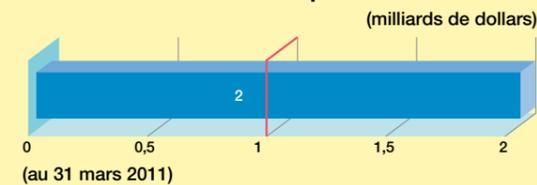
État du développement africain et la seconde réunion ministérielle de suivi de la TICAD IV

Le taux de croissance de l'Afrique a été considérablement supérieur à celui des pays développés encore touchés par la crise mondiale. On estime à 4,9 % le taux de croissance global pour 2010, contre 1,7 % en 2009. D'après le rapport "Perspectives pour l'économie mondiale 2011" de la Banque mondiale, ce taux découle principalement des prix élevés du pétrole et des minéraux ainsi que de l'augmentation du taux de l'investissement direct étranger. Dans de nombreuses régions du continent, on a également observé une baisse du taux de pauvreté et des avancées vers les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

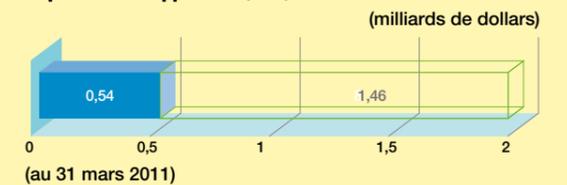
La seconde réunion ministérielle de suivi de la TICAD IV s'est tenue à Arusha (Tanzanie) en mai 2010, et elle a reconnu que des efforts consolidés de la part des pays africains et des partenaires au développement s'avéraient nécessaires pour que l'Afrique retrouve son taux de croissance record d'avant la crise, qui s'élevait à 5,8 %. Le gouvernement japonais a communiqué les intentions et les inquiétudes de l'Afrique aux sommets du G8 de Muskoka et du G20 de Toronto en juin 2010. Des mesures concrètes annoncées par le Japon lors de la réunion, destinées à stimuler la reprise économique suite à la crise, ont été mises en place comme l'indiquent les chiffres suivants.

État des mesures de soutien japonaises annoncées à Arusha (mesures mises en œuvre jusqu'en mars 2011)

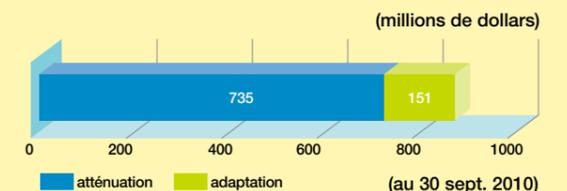
- Apporter une assistance d'environ 1 milliard de dollars pour la santé de la mère, du nouveau né et de l'enfant et dans d'autres domaines concernant les OMD entre 2010 et la prochaine réunion de suivi.



- Exécuter des projets d'infrastructures jusqu'à 2 milliards de dollars au cours des deux années à venir, grâce à des prêts d'aide publique au développement (APD).



- Apporter une assistance dans le domaine du changement climatique (mise en œuvre du Financement accéléré du Japon destiné aux pays en développement jusqu'en 2012) en vue de resserrer les liens entre le Japon et les pays africains pour l'établissement du prochain plan sur le changement climatique après 2012.



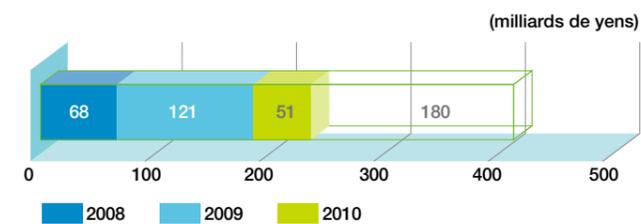
Mécanismes financiers

L'octroi de prêts d'APD japonais par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a continué de progresser en 2010, dans la suite des résultats de l'année précédente. Environ 57 % (239,7 milliards de yen) du montant cible maximum avait été engagée au 31 mars 2011. La majeure partie du prêt d'APD engagée est destinée aux énergies renouvelables (32 %), puis à l'électricité (18 %), au transport (18 %), au développement du secteur privé (15 %), à l'eau et à l'assainissement (9 %) et à l'agriculture (5 %).

Suite aux progrès de l'année dernière, les financements par la Banque japonaise de coopération internationale (JBIC) se poursuivent favorablement. Plus de 2,1 milliards de dollars, soit environ 85 % de l'objectif fixé, ont été accordés au 31 mars 2010 comme l'indique le graphique ci-contre ainsi que la liste des nouveaux projets pour 2010 (voir page 9 pour plus d'informations). Le projet d'usine de la campagne nationale du textile en Angola a été signé par Marubeni Corporation (coût total : environ 25 milliards de yens) en novembre 2010. Il vise à contribuer à la revitalisation du secteur textile en Angola grâce à la rénovation et la reprise de la production des trois usines de textile existantes. Environ 3 000 nouveaux emplois doivent être créés d'ici la réalisation complète du projet en 2013.

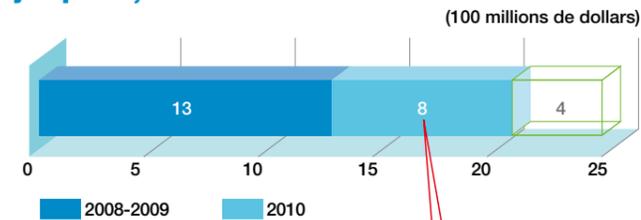
Les engagements du Groupe Banque mondiale envers les pays africains subsahariens se sont élevés à 13,85 milliards de dollars pour l'exercice 2010, comprenant 7,2 milliards de dollars en crédits de l'IDA, 4,3 milliards de dollars de financement par la BIRD, 2 milliards de dollars par l'IFC, et 345 millions de dollars en garanties de la MIGA. 3 milliards de dollars des fonds de la BIRD et de l'IDA sont destinés aux pays d'Afrique du nord.

Progression des engagements du prêt d'APD Japonais jusqu'à 4 milliards de dollars (420 milliards de yens)



*Basé sur les Échanges de Notes (au 31 mars 2011)

Progression des engagements du prêt de la JBIC jusqu'à 2,5 milliards de dollars



*Basé sur le montant du prêt (au 31 mars 2011)

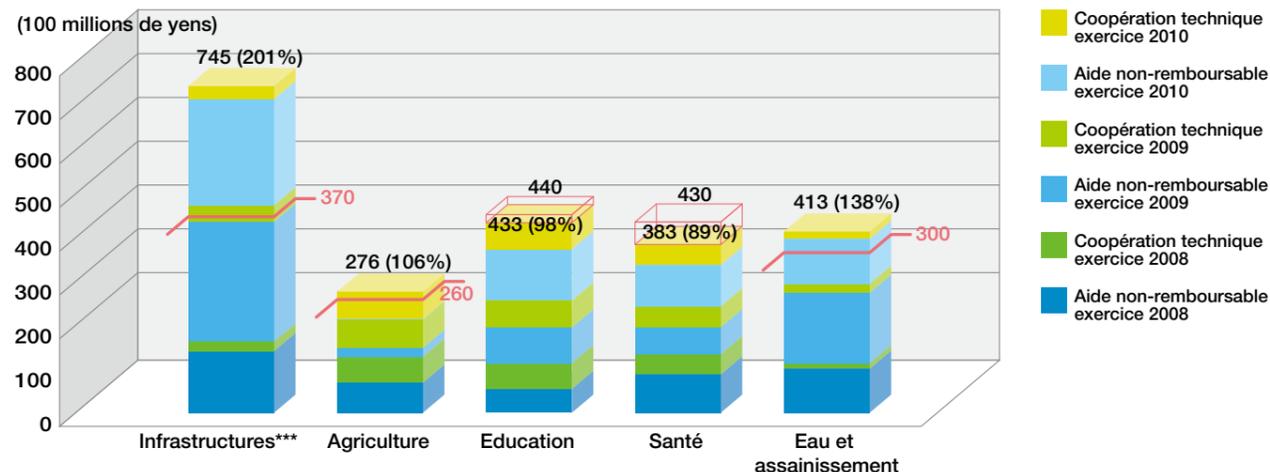
- **Projet de raffinerie ERC en Egypte (crédit-acheteur)**
- **Projet de rénovation d'une usine de la campagne nationale du textile en Angola (crédit-acheteur)**
- **Projet de construction du métro en Egypte (crédit-acheteur)***

*Voir page 9 pour les détails du projet

Analyse par secteur

Les progrès de réalisation des objectifs du YAP en matière de subvention et de coopération technique ont été satisfaisants dans les cinq secteurs, dans le prolongement des bons résultats de l'année dernière (voir ci-dessous). Après le secteur des infrastructures, qui avait déjà atteint ses objectifs l'année dernière, deux autres (eau et assainissement, et agriculture) ont également dépassé leurs objectifs cette année tandis que l'éducation et la santé sont en bonne voie pour atteindre au cours de la troisième année des résultats supérieurs à ceux fixés pour 2012 (données au 31 mars 2011). Des progrès supplémentaires sont attendus pour 2011.

Progression de l'aide non remboursable et de la coopération technique par secteur (voir détails sur le tableau correspondant à chaque secteur)



*Aide non-remboursable exercice 2010 : Basé sur les Échanges de Notes (au 31 mars 2011) (comprend les chiffres provisoires de l'aide non-remboursable pour le Projet de sécurité des droits de l'Homme et les projets d'ONG japonaises de janvier à mars 2011)

**Coopération technique exercice 2010 : estimation basée sur le montant total des exercices 2008 et 2009

***A l'exclusion de l'aide pour les sous-secteurs de l'irrigation et de l'eau

II. Accélérer la croissance économique

De meilleures infrastructures sont primordiales pour augmenter la compétitivité et la productivité, et pour améliorer les moyens de subsistance. Les infrastructures régionales, telles que les corridors de transport et les groupements énergétiques, offrent d'immenses avantages. Compte-tenu des coûts impliqués, des investissements plus importants du secteur privé seront nécessaires, y compris par le biais de partenariats public-privé.

En juin 2010, le gouvernement japonais a annoncé une "Nouvelle stratégie de croissance" et a placé la promotion du "Développement d'un réseau intégré d'infrastructures" comme l'un de ses projets stratégiques nationaux. Le gouvernement consolide les systèmes de soutien afin d'améliorer les partenariats public-privé dans le secteur des infrastructures.

1. Infrastructures

De nombreuses initiatives ont été prises pour le développement des infrastructures régionales en Afrique. Sous la direction de l'UA et du NEPAD, la 15^e session ordinaire de l'Union africaine en juillet 2010 a décidé d'intégrer plusieurs initiatives existantes au Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA) et a approuvé le plan jusqu'à fin 2011. Actuellement, des recherches approfondies sont en cours afin d'intégrer des projets nationaux aux projets régionaux et continentaux et de garantir le financement, en ciblant l'énergie, l'eau, le transport et les TIC. Afin d'assurer une cohérence avec le PIDA, le Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA), une plateforme de donateurs incluant le Japon, élabore à présent des plans d'actions stratégiques afin de coordonner les projets individuels des donateurs avec les groupes de travail sectoriels.

État de l'aide japonaise, avril 2008 - mars 2011 (provisoire)

Les objectifs du YAP en termes de subventions et de coopération technique dans ce secteur ont déjà été atteints en 2009. Mais une aide supplémentaire est nécessaire dans certains sous-secteurs, notamment celui de l'irrigation.

Montant total des projets APD engagés dans le secteur des infrastructures (avril 2008 - mars 2011)

	Transport	Électricité	Eau et Assainissement	Irrigation
Prêts	386,85	1 225,39	224,99	131,78
Dons et coop. tech.	533,28	211,33	412,86	123,92

Infrastructures régionales de transport

Le soutien technique et financier du Japon se concentre sur des corridors importants et ciblés dans chaque région, en privilégiant principalement les projets routiers, mais aussi les ports, les ponts, le transport urbain et les chemins de fer. A la page suivante, une carte illustre la coopération du Japon depuis 2008, y compris les nouveaux projets pour 2010. Le Japon cherche à contribuer au développement des infrastructures régionales de transport en se fondant sur les projets régionaux prioritaires. A cet effet, il essaie de renforcer sa coopération avec l'UA/NEPAD et les REC.

services d'infrastructures garantissent le droit des personnes à survivre et à vivre en bonne santé et en sécurité. Le Japon vise à renforcer une auto-nomisation communautaire solidaire et équitable grâce au développement des infrastructures régionales de transport, en accordant une attention particulière au soutien des réseaux permettant d'augmenter la production alimentaire et l'accès aux services sociaux (par exemple, le programme de développement du corridor de Nacala au Mozambique).

Le Japon a annoncé l'extension des "Postes frontaliers uniques" (OSBP) à 14 autres sites afin de faciliter les procédures transfrontalières. Du soutien a déjà été apporté à dix postes, et les préparatifs ont commencé pour les quatre autres.

Le Japon estime que les infrastructures constituent un fondement indispensable pour réaliser les OMD. Outre son rôle d'encouragement des efforts en matière de croissance économique dans le pays et la région, les

Exemple récent d'aide du Japon pour l'OSBP de Rusumo (frontière Tanzanie-Rwanda)



OSBP à la frontière de Rusumo (maquette) (Photo : JICA)



2. Commerce, Investissement et Tourisme

Le total des investissements directs étrangers dans les pays sub-sahariens dépassant le montant des aides depuis 2006, la promotion du commerce et des investissements devient de plus en plus important dans le cadre du développement de l'Afrique.

En juin 2010, le gouvernement de Naoto Kan a lancé la "Nouvelle stratégie de croissance", une politique d'expansion du commerce international et des investissements, notamment par des exportations de "lots" d'infrastructures, en particulier vers les économies émergentes et les nations riches en matières premières, dont celles d'Afrique. Au vu de cette orientation politique, le Japon s'engage dans des relations économiques plus étroites avec l'Afrique.

Actuellement, plus de 484* entreprises japonaises du secteur privé ont ouvert des bureaux/filiales et des sociétés locales opérant de manière indépendante ou conjointe en Afrique, ce qui correspond à environ 200 000 emplois. Les principaux exemples en sont TOYOTA, le projet Ambatovy à Madagascar dont Sumitomo possède 27,5 %, et le projet Mozal au Mozambique dont Mitsubishi Corporation possède 25 %. Les investissements japonais contribuent ainsi non seulement à la création d'emploi mais aussi au transfert technologique et au développement des ressources humaines, en privilégiant un développement en aval qui conduira à une stabilité socio-économique dans les pays africains.

*données du MOFA au 1^{er} Oct. 2009 **estimation approximative du Secrétariat

(1) Commerce et investissement

✈ Tendances en matière de commerce et d'investissement entre le Japon et l'Afrique

L'Afrique se remettant des impacts de la crise économique et financière mondiale, le commerce total du Japon avec l'Afrique a progressé en 2010 de 27 % sur un an. En outre, à l'exception des investissements à l'île Maurice, les investissements directs du Japon en Afrique ont globalement augmenté par rapport à 2009. L'acquisition faite par Nippon Telegraph and Telephone Corporation (NTT) de la société sud-africaine d'informatique Dimension Data Holdings plc ainsi que la participation de Sojitz Corporation au développement conjoint d'un projet éolien en Namibie, qui est aussi le premier projet d'une société japonaise en

Afrique sub-saharienne pour la production d'énergie indépendante, sont quelques exemples des investissements du Japon en Afrique au cours de l'exercice 2010.

En ce qui concerne les traités d'investissement bilatéraux, un accord de principe avec l'Angola a été annoncé en février 2011. La conclusion de ce traité marquerait le premier traité d'investissement avec un pays d'Afrique sub-saharienne. Le Japon explore la possibilité d'augmenter les relations d'échanges économiques à grande échelle avec la SACU.

✈ Soutenir la capacité africaine de faire des affaires

Les pays africains continuent d'améliorer l'environnement local des affaires. D'après le rapport de la Banque Mondiale "Doing Business 2011", les 17 pays africains se trouvent mieux classés que dans le rapport 2010. La plus remarquable avancée concerne le Rwanda, qui a monté son classement deux ans de suite (de la 70^e à la 58^e place); il est suivi par le Ghana (de 77^e à 67^e) et la Zambie (de 84^e à 76^e). De plus, parmi les neuf indicateurs mesurant l'amélioration de l'environnement des affaires, la plus forte progression de quatre d'entre eux (permis de construction,

obtention de crédit, fiscalité, et exécution des contrats) a été le fait de pays africains (RD Congo, Ghana, Tunisie et Malawi). Les partenaires de la TICAD continuent de mettre en œuvre diverses politiques et mesures permettant de soutenir ces efforts africains. A cet effet, le Japon a contribué activement au lancement du projet sur l'aide en faveur de l'investissement dans les infrastructures de l'Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique.

Quelques exemples de l'aide japonaise destinée à améliorer l'environnement des affaires en Afrique

Promotion du commerce

● **JICA : Multiplier par dix la part des personnes recevant une formation commerciale**

Au cours des exercices budgétaires 2008 et 2009, environ 200 personnes ont participé à différents types de formations JICA (formation au Japon et dans des pays tiers) et de séminaires dans le domaine commercial.

● **JETRO : ACCÈS JAPON!** (Mécanisme permettant l'accès des produits africains au marché japonais)
Le JETRO aide les produits africains à accéder au marché japonais à

travers différents programmes. Pendant l'exercice 2010, cinq produits africains ont notamment été adoptés par les projets pilotes pour le programme de développement et d'importation. Ainsi, des fruits secs d'Ouganda et des paniers du Rwanda ont été favorablement jugés par les grands magasins japonais. D'autre part, de nombreux autres produits africains tels que des herbes, des épices ou les fleurs coupées sont en cours d'adaptation pour le marché japonais à travers ces projets.



(Photo : FAR EAST Inc.)



(Photo : Ruise B)

Promotion de l'investissement

● JIBC/CNUCED : Suivi des recommandations politiques

Après la remise du Livre bleu, des consultations ont eu lieu avec les gouvernements du Kenya, d'Ouganda, de Zambie et de Tanzanie afin d'évaluer à quel point les recommandations avaient été mises en œuvre. Au Kenya par exemple, des directives pour les transactions concernant les terres agricoles ont été publiées pour les investisseurs. En Ouganda, une base de données informatisée a été élaborée et un officier spécial de liaison mis à disposition pour aider les investisseurs potentiels à obtenir des informations sur les terres adéquates qui répondent à leurs besoins; au Ghana, un service en ligne d'information fiscale a été établi, qui permet d'identifier les différentes incitations fiscales.

● L'Initiative NEPAD-OCDE pour l'investissement en Afrique

Le Japon a contribué au renforcement des capacités afin d'améliorer le climat des investissements de plusieurs pays africains à hauteur de 400 000 euros entre 2008 et 2010 par le biais de cette initiative. Lors de la réunion ministérielle de novembre 2009, des études ont été lancées concernant les politiques d'investissements des pays sud-africains et

sont actuellement en cours en Zambie et au Mozambique. En parallèle, une étude de la politique d'investissement agricole au Burkina Faso a démarré à la demande du Club du Sahel.

Une réunion ministérielle portant principalement sur les investissements agricoles et en infrastructures doit se tenir au Sénégal fin avril 2011. Des effets de synergie sont attendus entre cette réunion et la Réunion ministérielle de suivi de la TICAD en mai.

Soutien au développement du secteur privé

● JICA : Passage à 1 500 du nombre de personnes formées dans son Programme de développement du secteur privé

Au cours des exercices 2008 et 2009, 1 566 Africains ont participé à des séminaires et divers types de formations proposés par la JICA et relatifs au développement du secteur privé (formation au Japon, dans le pays, et dans des pays tiers). Bien que l'objectif ait déjà été atteint, la JICA poursuivra son engagement vis-à-vis du renforcement et de la mise en œuvre de programmes de formation, étant donné l'importance de promouvoir les ressources humaines pour le développement du secteur privé.

✈ Appui public aux entreprises japonaises (partenariat public-privé)

Le gouvernement japonais poursuit son programme de "partenariat public-privé pour accélérer la croissance économique". Outre la diffusion proactive des informations par divers moyens, dont séminaires et colloques, il renforce les mesures destinées à encourager l'utilisation des ressources publiques de

financement telles que les ADP. Ces cadres devraient permettre une plus grande diversification des formes de partenariats public-privé à l'avenir. Ces cadres devraient permettre une plus grande diversification des formes de partenariats public-privé à l'avenir.

Mission conjointes public/privé pour la promotion du commerce et des investissements dans le sud de l'Afrique

En août 2010, des missions conjointes public/privé de haut niveau pour la promotion du commerce et des investissements dans le sud de l'Afrique ont eu lieu. Les missions furent dirigées par M. Osamu Fujimura, alors Secrétaire aux affaires étrangères, et ont parcouru l'Angola, la Namibie et l'Afrique du Sud. Environ 60 personnes issues des secteurs public et privé (y compris des personnes du conseil de direction de grandes entreprises japonaises) ont participé à des réunions avec entre autres des hauts fonctionnaires de l'État, et d'autres personnes concernées ont assisté à des réceptions avec des associations économiques et industrielles et autres groupes, suivi de séminaires d'affaires et visité des sites de projets. Au niveau opérationnel, plusieurs missions conjointes public/privé ont été envoyées dans une pluralité de secteurs, huit ayant été répertoriées par le Secrétariat jusqu'ici.



Promotion des activités "Base de la pyramide" (BOP)

En 2009, le gouvernement japonais a apporté tout son soutien à la promotion d'activités commerciales dites situées à la "base de la pyramide" (BOP). En août 2010, l'"Etude préparatoire pour la promotion des activités BOP", un programme destiné à soutenir les efforts du secteur privé, a été lancé avec 20 projets (dont dix pour l'Afrique) sélectionnés parmi les 92 propositions soumises par 124 entités en 2010. En octobre 2010, des entreprises, des NGO et associations à but non lucratif, des organisations internationales et autres entités se sont rassemblées au "Japan Inclusive Business Support Centre" (centre de soutien aux activités d'inclusion sociale) établi sous l'égide du METI afin d'encadrer l'aide aux activités BOP de manière intégrée. Avec ce centre, le METI s'est engagé à la promotion des activités BOP par les entreprises japonaises et les autres intervenants.

JIBC Finance : nouvel établissement d'un programme de financement GREEN

En avril 2010, la JIBC a commencé à proposer un nouvel outil financier dénommé le GREEN (Action mondiale pour réconcilier la croissance économique et la protection de l'environnement) qui soutient des projets visant à préserver l'environnement mondial, notamment l'atténuation du réchauffement planétaire.

En outre, suite à la conclusion d'un Mémoire d'entente en 2009 pour renforcer la coopération du financement avec la Banque africaine de développement (BAD), la JIBC a conclu un Mémoire d'entente avec la Banque Africaine d'Export-Import en mai 2010, en vue d'établir des partenariats opérationnels. La JIBC continue à soutenir pro-activement les exportations japonaises vers l'Afrique à travers la collaboration avec ces banques de développement régional.

(voir pages 6 et 9 pour en savoir plus sur l'engagement de 2,5 M d'USD de la JIBC)

Centre de télédétection JOGMEC au Botswana

Afin d'étendre les activités du projet du Centre de télédétection JOGMEC (le Centre) qui a démarré en 2008, la JOGMEC a invité en 2010 des experts d'Angola, du Malawi et de Tanzanie pour un transfert technologique portant sur l'analyse des images par satellite.

En plus du bureau d'analyse des images par satellite du Centre, des études de terrain ont été réalisées en 2010 au Mozambique et en Angola afin de vérifier les résultats de l'analyse des données.

D'autre part, le Centre et le Secrétariat de la SADC au Botswana ont organisé le Séminaire de télédétection de la SADC ainsi qu'un atelier avec l'aide du Ministère des affaires étrangères du Japon.



(Photo : JOGMEC)

3. Agriculture et développement rural



Exemples concrets d'activités et d'investissements d'entreprises japonaises en Afrique qui contribue au développement en Afrique

Yamaha Motor Co., Ltd. :

YAMAHA MOTOR CO., LTD. opérait déjà activement dans les communautés rurales des pays en développement bien avant l'apparition du terme "activités BOP". L'entreprise a bâti un réseau commercial dans tous les pays et régions africaines à l'exception de la Somalie, et ses moteurs hors-bord contribuent au développement de la pêche africaine avec une part de marché de 75 %. Une nouvelle activité de l'entreprise concerne, à travers la coopération avec des ONG, des fabricants d'équipements agricoles et les gouvernements locaux, des conseils aux fermiers issus des villages agricoles du Sénégal confrontés à la désertification. Ces conseils font découvrir aux agriculteurs de nouvelles méthodes à base de pompes et d'irrigation au goutte-à-goutte. En



(Photo : YAMAHA MOTOR CO., LTD.)

vendant des pompes à usage agricole, l'entreprise soutient les efforts de revitalisation de l'agriculture en dynamisant la rentabilité de production et en réduisant les coûts de production à long terme.

Acquisition par NTT de la société d'Afrique du Sud Dimension Data

En octobre 2010, NTT a acheté la grande société informatique Dimension Data pour un prix total d'environ 270 milliards de yens. Cette acquisition devrait faciliter l'accès de NTT au marché africain en plein essor des téléphones portables et des services informatiques, tout en renforçant simultanément les services internes de Dimension Data grâce à des avancées en "cloud computing" (informatique dématérialisée), ce qui conduira à une situation "gagnant/gagnant" pour les deux parties. En outre, puisque les deux parties fourniront de nouveaux services, les avantages devraient également s'étendre au développement africain dans les domaines de l'éducation, de la médecine et de l'environnement.

Efforts menés par les autres partenaires de la TICAD

PNUD

Outre une utilisation efficace des prêts ADP, il est devenu de plus en plus important de soutenir les entreprises privées pour qu'elles établissent un nouveau modèle d'activité tourné vers l'inclusion sociale et la contribution au développement humain, en poursuivant simultanément des objectifs de gains économiques et de progrès social. Cette vision a servi de toile de fond à l'initiative "Entreprendre au bénéfice de tous" de la PNUD qui incluait un soutien aux entreprises japonaises pour leur engagement sur le marché africain avec une contribution durable au développement.

ONUDI

Par le biais de son Bureau des investissements et de promotion de la technologie situé à Tokyo, l'ONUDI a réalisé divers programmes d'incitation à l'investissement en partenariat avec les Agences africaines pour la promotion de l'investissement (IPA). Du personnel de haut niveau des IPA du Kenya, de Tanzanie, d'Ouganda, du Mozambique, du Nigéria, d'Afrique du Sud, d'Egypte, du Maroc et du Botswana ont été invités au Japon afin de favoriser l'activité et la promotion des IDE sur le continent africain.

(2) Promotion du tourisme

Le succès de la première Coupe du Monde organisée en Afrique a attiré l'attention internationale, non seulement à l'égard du pays-hôte l'Afrique Sur mais aussi de l'ensemble du continent. L'Afrique sub-saharienne est devenue la seule région du monde à connaître une croissance du tourisme en 2009, le nombre de touristes étrangers ayant également grimpé de 16 % au premier semestre 2010, grâce, en partie, à la Coupe du Monde. Les principales destinations touristiques de l'Afrique en dehors de l'Afrique du Sud telles que le Cap Vert, le Kenya, l'île Maurice, les Seychelles et la Tanzanie ont également connu une hausse des revenus du tourisme.

de faire découvrir aux Japonais la culture africaine et approfondir leur compréhension de l'Afrique. Outre les ONG et les universités, des entreprises japonaises, qui participaient pour la première fois à cette manifestation, ont vendu des produits africains du commerce équitable et présenté leurs activités et visites liées aux activités BOP.

La JATA (Association japonaise des agents de voyages) a organisé en octobre et novembre 2010 plusieurs séminaires destinés au secteur du tourisme japonais afin de promouvoir la visite des pays africains (Lesotho, Afrique du Sud, Kenya, Tunisie et Maroc), ainsi qu'un séminaire sur l'Egypte organisé lors du salon JATA World Travel Fair 2010 à Tokyo en septembre 2010.

La JICA fait tout son possible pour renforcer son appui au développement du tourisme et est actuellement en train d'identifier les projets d'une future coopération. D'autres efforts sont nécessaires pour la mise en place du projet de doubler le nombre de personnes formées dans le secteur du tourisme.

Le MOFA et la ville de Yokohama ont co-organisé le festival African Festa 2010 avec le soutien des ambassades africaines présentes au Japon et du département de Kanagawa afin



(Photo : MOFA)

Tandis que les pays africains se remettent économiquement des chocs de la crise financière mondiale de 2008, les prix alimentaires sont de nouveau en hausse depuis la fin du second semestre 2010 et le principal indice de prix mondial des matières premières a atteint un record mondial en février 2011. Dans ces conditions, l'Afrique doit augmenter de manière importante la production alimentaire et éviter que la hausse des prix alimentaires ne devienne une source d'instabilité économique et sociale.

Le plan de développement stratégique de l'UA met l'accent sur la sécurité alimentaire, les infrastructures de transport et l'énergie ; dans son discours inaugural de 2010, Mutharika, le président du Malawi et ancien président de l'UA, a promis d'éradiquer la faim en Afrique d'ici cinq ans. Plus de 25 pays ont signé les conventions du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) dans le cadre du processus de planification stratégique destiné à donner la priorité aux investissements dans l'agriculture ; 19 pays ont établi des plans d'investissement fondés sur le PDDAA, qui ont été déjà passés en revue par l'AUC tandis que 13 entre eux ces pays ont organisé des Réunions d'affaires de haut niveau pour valider et approuver ces plans.

État de l'aide japonaise, avril 2008 – mars 2011 (provisoire)

Bien que les objectifs du PAY en termes de subventions et de coopération technique dans le secteur agricole aient déjà été atteints (réalisés à 106 %), il convient néanmoins de poursuivre les efforts afin de parvenir à l'objectif de "développement et rénovation des installations d'irrigation" (100 000 ha).

suivants ont été retenus : Mozambique, Tanzanie, Sierra Leone, Guinée, Liberia, Côte d'Ivoire, et Madagascar (données de novembre 2010).

Montant total de l'APD dans le secteur agricole (avril 2008-mars 2011)

(100 millions de yens)

	Irrigation	Rendement agricole	Autres*
Prêts	131,78	—	—
Dons et coop. tech.	123,92	64,22	87,80

* Développement de la pêche et des moyens de subsistance, planification du développement agricole, etc.

Gestion durable des ressources en eau et occupation des sols

Dans le cadre des efforts conjoints menés par les partenaires de la TICAD en vue d'accroître de 20 % la superficie des terres irriguées au cours des cinq prochaines années, le Japon est pleinement engagé dans la formulation de projets permettant un cofinancement entre la Banque mondiale, la BAD et autres entités. Le Japon a mis en place un prêt pour

le développement de l'irrigation au Kenya ainsi que des projets de coopération technique en faveur du développement de l'irrigation et de la gestion participative de l'eau des cultures comme au Sénégal, en Tanzanie et en Ouganda.

La Coalition pour le développement du riz africain (CARD)

Un groupe initial de douze pays, suivi d'un second groupe de onze, ont été sélectionnés en octobre 2008 et novembre 2009. Le premier groupe a présenté des Stratégies nationales de développement rizicole (NRDS) lors de la deuxième Assemblée générale de la CARD à Tokyo en juin 2009, pendant lesquelles des politiques de soutien ont été définies. En mai 2010, la troisième Assemblée générale de la CARD s'est tenue avec la participation de 21 nations africaines, cinq pays partenaires de coopération Sud-Sud et 19 organismes donateurs. Le premier groupe de pays a pré-

senté les résultats des évaluations des besoins reposant sur ses NRDS tandis que le second (à l'exception de la RDC) ont officiellement nommé les groupes de travail de ses NRDS.

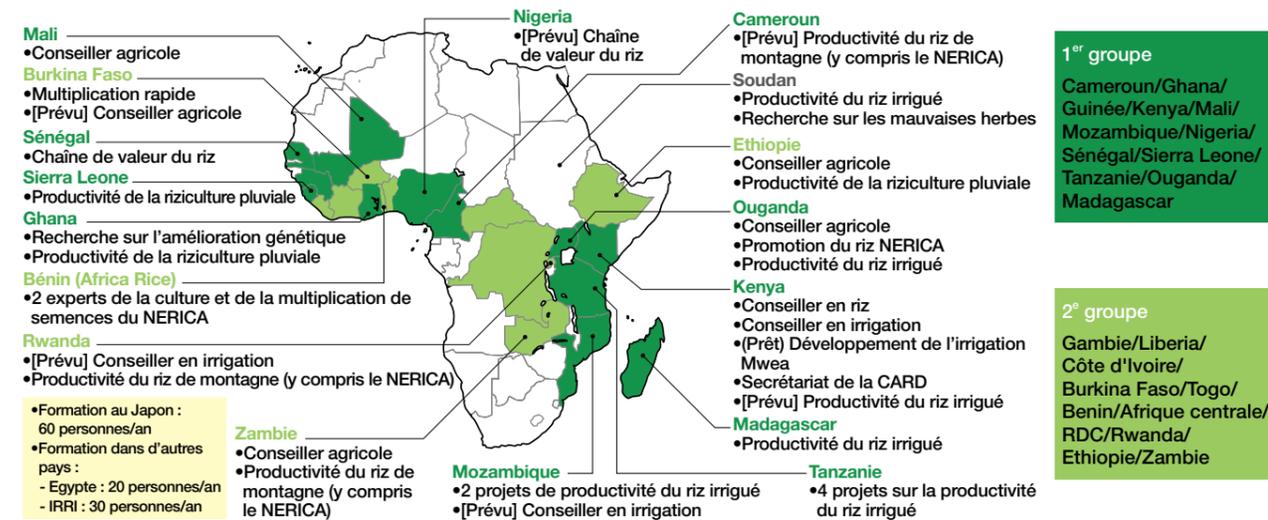
Dans cette optique, le Japon compte procéder au renforcement des capacités de 50 000 leaders agricoles et a organisé des formations pour 7 567 personnes au cours de l'exercice budgétaire 2008 et 31 593 personnes en 2009.

III. Atteindre les OMD

Bien que le sommet sur les OMD de septembre 2010 ait confirmé que toutes les régions (y compris l'Afrique sub-saharienne) avaient connu un grand succès en matière de lutte contre la pauvreté et d'amélioration de la scolarisation et de la santé des enfants. Les participants ont également reconnu que l'Afrique est la région la plus éloignée des OMD ; qu'il reste beaucoup à faire pour atteindre les OMD et que le progrès ayant été inégal entre les régions et les pays. Un document final comprenant un calendrier d'actions jusqu'à 2015 a été adopté.

Afin d'accélérer les efforts de réduction du taux de mortalité maternelle et d'amélioration de la santé et de l'accès à la santé reproductive, points particulièrement problématiques, M. Ban Ki-moon a dévoilé la Stratégie mondiale pour la santé de la femme et de l'enfant, et la communauté internationale s'est engagée à consacrer 40 millions de dollars à la stratégie au cours des cinq prochaines années. En septembre 2010, le Japon a annoncé un nouvel engagement ("l'Engagement Kan") de 5 millions de dollars dans le domaine de la santé et de 3,5 millions de dollars dans le domaine de l'éducation sur 5 ans, à partir de 2011. Le Japon accueillera également une conférence internationale en juin 2011 pour effectuer un suivi du Sommet sur les OMD et renforcer la coordination entre un grand nombre de parties prenantes.

Pays participant à la CARD et lieux des interventions de la JICA sur le riz (au 22 fév. 2011)



Pays participants à la CARD et exemples de soutien continue de la JICA en Ouganda : Programme de promotion du riz

Le Japon encourage le développement et la diffusion du riz NERICA depuis 2002 et a envoyé un expert japonais en Ouganda afin d'apporter des conseils aux pays d'Afrique de l'Est et du Sud. En Ouganda, l'agriculture représente 40 % du PIB, 80 % des exportations et de l'emploi et le gouvernement encourage activement la diffusion du NERICA en faveur du développement et de la réduction de la pauvreté. L'Ouganda est actuellement l'un des pays les plus avancés de l'Afrique sub-saharienne en matière de diffusion du NERICA (les surfaces de culture ont augmenté de 1 500 ha en 2002 à 30 000 ha en 2007).

En outre, le Japon a lancé le Projet de promotion du riz NERICA et le projet de développement durable de l'agriculture par irrigation dans l'Est de l'Ouganda en 2008 dans le cadre du programme de promotion du riz. De plus, le Japon a expédié volontaires japonais (JOVC) et a mis

en œuvre des sessions de formation au Japon afin de garantir la sécurité alimentaire et la augmentation des revenus des agriculteurs en Ouganda. Les réunions générales auront lieu au Centre de recherche et de formation sur le riz dont la construction a été achevée en novembre 2010.



Essais sur le terrain sur le site du Centre d'expérience de Namronge



Formation à la production de riz paddy (Photos : JICA)

Aide alimentaire japonaise

Lors de la TICAD IV, Le Japon a annoncé qu'il verserait 100 millions de dollars à titre de mesures d'aide alimentaire d'urgence entre mai et juillet 2008. Le Japon a poursuivi son aide au-delà, et le montant de

l'aide alimentaire (y compris celle liée à la crise alimentaire) apportée à 39 pays africains atteignait 81 milliards de yens en mars 2011.

Efforts des autres partenaires de la TICAD

GBM

L'engagement de la Banque mondiale à octroyer un nouveau prêt d'1 millions de dollars pour l'agriculture a été réalisé au cours de l'exercice 2010, venant soutenir le processus de la PDDAA de donner priorité aux investissements agricoles. La BM et l'IFC ont chacun accordé une plus grande attention aux prêts et aux services relatifs aux activités agricoles.

Depuis le début, 715 millions de dollars ont été alloués aux pays africains au titre du Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale (GFRP), et l'Afrique sub-saharienne a également été la principale bénéficiaire du guichet de réponse à la crise (Crisis Response Window) en recevant environ 1 million de dollars.

PNUD

Dans le cadre de la stratégie d'avancée des OMD, le PNUD a lancé un Cadre pour l'accélération des OMD (MAF), afin de répondre aux graves lacunes et d'apporter son soutien à la réalisation des principaux OMD. En collaboration avec l'équipe de pays de l'ONU et le gouvernement hôte, le PNUD a achevé le MAF sur la sécurité alimentaire en Tanzanie et au Togo et le met actuellement en place au Mali, au Niger, au Burkina Faso et au Tchad, d'autres pays devant suivre en 2010. Cela devrait fournir aux gouvernements et aux parties prenantes une feuille de route comprenant des actions concrètes et les coûts pour atteindre comme prévu la sécurité alimentaire en 2015.

1. Développement des communautés

🏠 Sécurité humaine

Le YAP indique que la "sécurité humaine" est un pilier fondamental et prioritaire de l'assistance comme l'a convenu la TICAD IV, en reconnaissant que la construction d'une nation se fonde sur capacités propres au peuple. Le processus de la TICAD a mis en œuvre un grand nombre de projets fondés sur le concept de la "sécurité humaine".

En outre, ainsi que l'indiquait le communiqué conjoint entre le Japon et l'UA émis en août 2010 lors de la visite au Japon du Dr. Jean Ping, président de la CUA, le Japon et la CUA ont convenu de renforcer la coopération afin de mettre en pratique le concept de sécurité humaine.

🏠 Développement intégral de type "glocal" des communautés

Extension de l'initiative "Un village, un produit" (OVOP)

Différents types de coopération technique sont en cours dans sept des 12 pays africains auxquels l'initiative a été étendue. D'autres pays ont également exprimé un intérêt marqué, et outre ces sept pays, plus de dix ont participé à des formations au Japon. Un expert chargé de l'initiative OVOP est actuellement en mission au Kenya et conseille également divers pays africains.



Démonstration de fabrication d'un produit local lors du séminaire (Kenya)



Participants au séminaire avec un produit local (Kenya) (Photos : JICA)

🏠 Approche axée sur les communautés développant des pôles fonctionnels

Assistance à l'introduction et la diffusion de plateformes multifonctionnelles (PFM) pour l'équipement de production électrique à petite échelle et l'équipement en moteurs.

En collaboration avec le gouvernement du Japon, le PNUD encourage depuis 1996 l'utilisation de plateformes multifonctionnelles (PFM). Les plateformes multifonctionnelles ont non seulement apporté de l'électricité pour progresser sur les OMD les plus en retard mais également des possibilités concrètes de revenus et de création d'emploi pour les communautés rurales, telles que la mouture et le traitement des aliments et produits locaux. D'autre part, la gestion des PFM a été confiée à des groupes communautaires composés majoritairement de femmes, accélérant ainsi l'auto-

prise en charge des femmes. D'après le bilan du projet établi par le Japon, plusieurs pays tels que le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal ont donné la priorité aux PFM pour réduire la pauvreté et la fondation Gates a mobilisé un financement supplémentaire. 1 900 plateformes multifonctionnelles sont actuellement en place et leur fonctionnement bénéficie à environ 2,5 millions de femmes de milieu rural et à leurs familles.



Femme de milieu rural moulant du grain avec une PFM (Photo : UNDP)

2. Éducation



L'éducation, et en particulier l'enseignement primaire, est la base du développement des ressources humaines et l'un des éléments les plus importants d'une croissance stable. A travers l'ensemble du processus de la TICAD, le Japon a apporté son aide au secteur de l'éducation d'une manière multisectorielle en recherchant un équilibre entre enseignement primaire et secondaire. C'est pourquoi, même si la priorité demeure l'enseignement primaire, le Japon s'attache aussi à soutenir la Formation Technique et Professionnelle (TVET) et l'enseignement supérieur afin de créer des emplois qualifiés et de renforcer la stabilité.

Lors du Sommet sur les OMD de septembre 2010, le Japon a dévoilé sa nouvelle politique d'éducation dans le cadre de "l'engagement Kan" et s'est engagé à verser une aide de 3,5 millions de dollars au secteur de l'éducation au cours des cinq prochaines années à partir de 2011. A travers la coopération avec les gouvernements des pays d'Afrique et les partenaires de la TICAD, le Japon fait son possible pour être activement impliqué dans l'accélération du processus conduisant à la réalisation des OMD2.

État de l'aide japonaise, avril 2008 - mars 2011 (provisoire)

98 % de l'objectif du PAY en matière de subventions et de coopération technique dans le secteur de l'éducation a été atteint, la majeure partie ayant été allouée à l'enseignement primaire (les exemples principaux sont come suit).

Éducation de base - Élargissement de l'accès et de la qualité

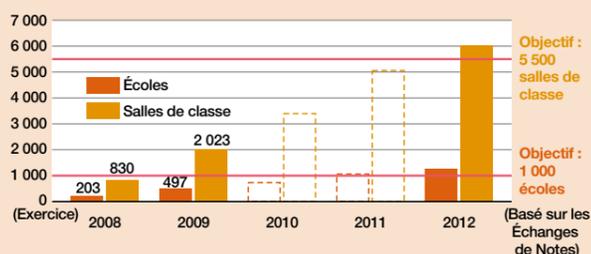
L'objectif d'"Élargissement du modèle de l'École pour tous à 10 000 écoles", l'un des principaux engagements du Japon dans le domaine de l'enseignement primaire, a été atteint (117%) à travers le développement du Programme de gestion de l'école dans 11 679 établissements scolaires répartis entre quatre pays (Niger, Sénégal, Mali et Burkina Faso - chiffres de mars 2010).

Montant total de l'APD dans des projets du secteur de l'éducation (avril 2008-mars 2011) (100 millions de yens)

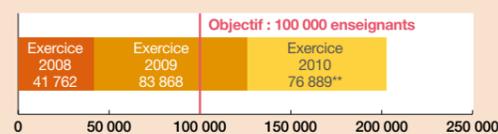
	Éducation de base	TVET	Éducation supérieure
Dons et coop. tech.	380,47	37,85	14,74

En ce qui concerne les deux autres engagements, celui d'"Extension du projet SMASE à 100 000 enseignants" a été réalisé à 126 % (mars 2010). La formulation de projets progresse régulièrement afin d'atteindre l'autre objectif de "Construction de 1 000 écoles primaires et secondaires (5 500 salles de classe)" (voir les chiffres ci-dessous pour plus d'informations).

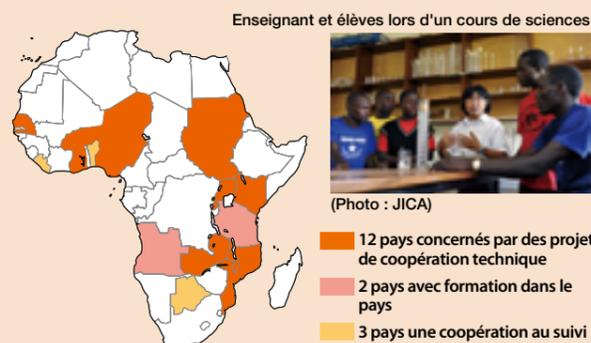
Estimation de l'état d'avancement du projet de construction d'écoles primaires et secondaires (1 000 écoles, 5 500 salles de classe) (total accumulé depuis avril 2008)



Estimation de l'état d'avancement du projet de formation de 100 000 enseignants en mathématiques et en sciences dans le primaire et le secondaire (par le projet SMASE*) (total accumulé depuis avril 2008) (chiffres sur des Échanges de Notes)



* Renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences dans le secondaire
**estimations pour le 1^{er} semestre 2010



Enseignement secondaire, enseignement supérieur et recherche

Coopération en sciences et technologie

● Réunion des ministres africains et japonais des sciences et de la technologie (S&T)

Suite à la première réunion qui s'est tenue à Tokyo en octobre 2008, une nouvelle réunion des ministres africains et japonais des sciences et de la technologie a eu lieu en octobre 2010 à Kyoto, à laquelle ont participé les délégations de 21 pays africains dont 11 ministres et représentants de la Commission de l'Union Africaine (CUA), l'Agence du NEPAD, la Banque mondiale et la BAfD. Le Japon et l'Afrique ont dégagé un consensus sur la proposition conjointe d'élargir la coopération en sciences, technologie et innovation. Une réunion des hauts fonctionnaires ainsi qu'un Groupe de travail conjoint comprenant des représentants japonais et africains doivent être créés pour la mise en œuvre de cette initiative.



M. Kaieda, ex-Ministre d'Etat pour la politique S&T, co-présidant la 2^e réunion des ministres africains et japonais des S&T en 2010



Tous les participants de la 2^e réunion des ministres africains et japonais des S&T en 2010 (Photos : Cabinet du premier ministre)

● Partenariat en sciences et technologie ciblant les enjeux mondiaux

Afin d'anticiper les efforts de réponse aux enjeux mondiaux auxquels l'Afrique est confrontée, et d'appuyer un développement autonome et durable des pays africains, le MOFA et le MEXT mettent en place le programme "Envoi de chercheurs en sciences et technologie" par le biais d'une collaboration avec la JICA et la Société Japonaise pour la Promotion de la Science (JSPS), ainsi que le Partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement (SATREPS) en collaboration avec la JICA et l'Agence Japonaise pour les Sciences et la Technologie (JST).

A travers le programme "Envoi de chercheurs en sciences et technologie", des chercheurs japonais des universités de Nagasaki et d'Ehime ont été envoyés à l'Institut médical central du Ministère de la santé au Kenya, et au Centre de développement durable des zones côtières au Mozambique afin de promouvoir le développement institutionnel ; d'autres chercheurs seront envoyés l'an prochain en Egypte, au Botswana et au Malawi.



Etude des bio-ressources médicinales à l'Institut des Régions Arides en Tunisie. (Photo : JST)

Le programme SATREPS a quant à lui permis l'adoption de 49 projets entre 2008 et 2010, et 13 projets (d'une durée de 3 à 5 ans) sont en cours de mise en œuvre dans 11 pays africains.

Création d'un réseau interuniversitaire

● Université Égypte-Japon des sciences et de la technologie (E-JUST)

Aspirant à créer une université des sciences et de la technologie de haut niveau à l'échelle régionale, le projet E-JUST a démarré en octobre 2008, sous la forme d'une "université dotée de classes à effectifs réduits, orientée vers la recherche et donnant la priorité aux études de niveau maîtrise et doctorat". Le Japon a créé un Comité de soutien national composé de 12 universités qui collaborent dans le domaine des activités universitaires, du MOFA, du MEXT, du METI, de l'Institut japonais de recherche sur le Moyen-Orient, ainsi que des représentants de l'industrie et autres parties prenantes (une approche de style japonais).

Les cours de maîtrise et de doctorat ont ouvert en février 2010 dans six disciplines principales. Le développement des ressources humaines mettant l'accent sur les sciences et la technologie, domaine dans lequel le Japon jouit d'un avantage comparatif, devrait contribuer à renforcer le niveau de l'enseignement à la fois en Egypte et dans la région, et mener à terme à la promotion d'un partenariat industrie/université entre l'Afrique et le Moyen-Orient.



E-JUST a partiellement ouvert dans l'Institut National de Mubarak City

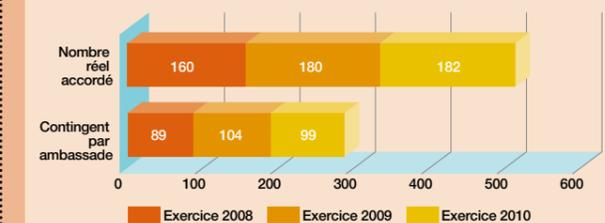


L'université est provisoirement abritée par le Institut National de Mubarak City (Photos : JICA)

Bourses du gouvernement japonais

Le gouvernement japonais a accordé entre 2008 et 2010 un total de 522 bourses à des étudiants africains, dépassant ainsi l'objectif du PAY qui était d'atteindre 500 bourses en l'espace de 5 ans.

Nombre de bourses du gouvernement japonais accordées à des étudiants africains



*Le nombre réel de bourses accordées comprend à la fois les étudiants recommandés par les ambassades et ceux recommandés par les universités.

Efforts menés par les autres partenaires de la TICAD

PAM : programmes de repas scolaires

En collaboration avec des NGO et les gouvernements, le PAM prévoit de distribuer d'ici 2013 des repas scolaires à 23 millions d'enfants dans 45 pays ; ces repas jouent le rôle précieux de filet de sécurité alimentaire. En 2008-2009, le PAM a apporté des repas scolaires ou des rations à emporter à 21,1 millions d'enfants (total cumulé) dans 38 pays d'Afrique. Il compte aussi distribuer des repas scolaires à 11,5 millions d'enfants dans 37 pays africains en 2010. Cet appui utilise une partie de l'aide japonaise au PAM (d'un montant de 55 milliards de yens sur 2008-2010).



Ecoliers en Zambie et au Kenya (©WFP/Rein Skallerud)

3. Santé



Lors du sommet sur les OMD en septembre 2010, le Japon a annoncé qu'il apporterait une aide de 5 milliards de dollars sur cinq ans à partir de 2011, afin de contribuer à la réalisation des OMD en matière de santé. Cet engagement financier inclut l'Initiative de Muskoka, selon laquelle le Japon devrait également apporter à partir de 2011 jusqu'à 50 milliards de yens, soit environ 500 millions de dollars, pour la santé maternelle et infantile sur cinq ans. Le Japon apportera notamment une aide intensive reposant sur trois volets, à savoir la santé maternelle et infantile, trois grandes maladies infectieuses et des mesures pour faire face aux menaces mondiales telles que le nouveau virus de la grippe. Le Japon créera ainsi des partenariats stratégiques avec des partenaires de développement très divers tels que les gouvernements des pays africains, d'autres pays donateurs, des organisations internationales et des ONG.

A travers les OMD, les dirigeants africains se sont engagés au niveau mondial à faire le maximum d'efforts pour "libérer" les populations africaines de la "pauvreté extrême". Au niveau continental, ils ont adopté des instruments clés tels que la "Stratégie africaine pour la santé (2007-2015)" et la "Stratégie régionale africaine pour la nutrition (2005-2015)". En se fondant sur la Stratégie africaine pour la santé, les nations africaines se sont engagées à allouer 15 % de leur budgets nationaux au secteur de la santé et d'accélérer les actions concernant l'accès universel aux services de lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme d'ici 2010 dans le cadre de "l'appel d'Abudja", prolongé jusqu'en 2015 afin de coïncider avec les objectifs OMD. Quant à la mortalité maternelle, la "Campagne pour la réduction accélérée de la mortalité maternelle en Afrique" (CARMMA) a été lancée en mai 2009, et elle est actuellement mise en œuvre dans plus de 23 pays africains.

État de l'aide japonaise, avril 2008 – mars 2011 (provisoire)

89 % des objectifs du PAY en termes de subventions et de coopération technique dans le secteur de la santé ont été atteints, et le financement a été alloué à peu près équitablement à trois sous-secteurs (les exemples principaux sont comme suit). L'aide pour les mesures contre les maladies infectieuses est également couverte par la contribution au Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme.

Montant total des projets APD engagés dans le secteur de la santé (avril 2008 – mars 2011)

(100 millions de yens)

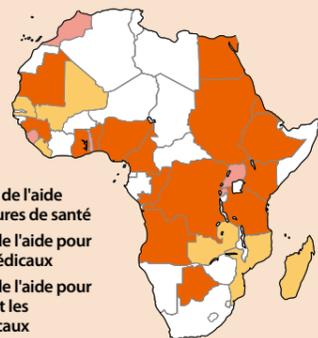
	Renforcement des systèmes de santé	Santé maternelle, néonatale et infantile	Mesures contre les maladies infectieuses
Dons et coop. tech.	161,36	115,56	106,54

Renforcement des systèmes de santé

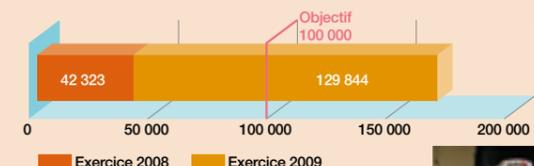
Les objectifs visant "l'amélioration de 1 000 hôpitaux et centre médicaux" et la "formation de 100 000 professionnels du secteur médical et de la santé" (qui sont les principaux objectifs chiffrés du Japon concernant le renforcement des systèmes de santé) étaient déjà atteints au 31 mars 2010.

Amélioration de 1 000 hôpitaux et centres de santé

Au total, le Japon a construit, rénové et fourni des équipements de 2 436 hôpitaux ou centres médicaux dans 29 pays en 2008 et en 2009 (au 31 mars 2010).



Formation de 100 000 professionnels du secteur médical et de la santé



En 2008-2009, afin d'assurer la formation et la fidélisation des professionnels du secteur médical et de la santé, y compris les sages-femmes, le Japon a soutenu au total le renforcement des compétences de 172 167 professionnels du secteur médical et de la santé grâce à des formations, des séminaires et d'autres projets au Japon, sur place et dans des pays tiers. Cette aide entend contribuer à atteindre le seuil fixé par l'OMS à 2,3 professionnels de la santé pour 1 000 habitants en Afrique.



Formation sur le terrain au Sénégal (Photo : JICA)

Amélioration de la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant

En coordination avec l'OMS, l'UNICEF, le FNUAP, la Banque mondiale et d'autres organisations de santé, le Japon a mis en œuvre différents programmes orientés vers l'objectif commun "sauver la vie de 400 000 enfants". A titre d'exemple, le FNUAP a en outre soutenu la mise en œuvre d'un projet d'aide à la réduction de la mortalité maternelle et néonatale en Ethiopie à l'aide d'un fonds de 500 000 dollars versé par le gouvernement japonais en 2010, incluant une formation en techniques d'accouchement aux professionnels de la santé et l'approvisionnement en médicaments des centres médicaux. Ci-dessous, un autre exemple de l'aide du Japon.

Exemple des approches multidimensionnelles du gouvernement japonais en faveur de l'amélioration de la santé maternelle et infantile au Ghana, ciblant la Région du Haut Ghana occidental.

Objectif : diminuer le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans et le taux de mortalité maternelle au Ghana, actuellement de 76/1 000 (2008) et 560 pour 100 000 naissances vivantes (2005) à respectivement 40/1 000 et 185/100 000 naissances vivantes (2015).

(Source : Rapport décennal du Compte à rebours 2015)

Objectifs du gouvernement ghanéen (extrait)	2006 (base)	2011 (objectif)	2015 (objectif)
Stratégie 1 : amélioration de la couverture des interventions ciblées de soins prénatals (indicateur) : % de femmes enceinte ayant bénéficié d'un minimum de quatre soins prénatals	69 %	85 %	90 %
Stratégie 2 : augmentation du % d'accouchements assistés par un professionnel qualifié (indicateur) : % d'accouchements assistés par des professionnels de santé qualifiés	50 %	65 %	(non établi)
Stratégie 3 : augmentation de la couverture des interventions néonatales (indicateur) : % de nouveaux-nés ayant bénéficié de soins lors des premières 48 heures de vie	54 %	75 %	80 %

(Source : Stratégie 2007-2015 pour la santé de l'enfant de moins de 5 ans. Ministère de la santé, 2009)

Résultat

- Amélioration de l'accès aux services de santé primaires
 - augmentation du nb. de dispensaires
 - amélioration des routes d'accès
- Développement des compétences des professionnels de santé de la communauté
 - développement de la qualité/prestation des services d'accouchement du centre local
 - augmentation de la qualité/prestation des soins prénatals et post-natals
- Amélioration du système de santé
 - renforcement du système d'aiguillage
 - renforcement des activités de sensibilisation
 - coordination des organisations

Projet

- Subventions** : Soutien budgétaire au secteur de la santé (200 millions de yens versés en mars 2011)
- Projet de coopération technique** : Projet d'amélioration des services de santé maternels et néonataux, basé sur le système de planification et services de la santé communautaires (CHPS) dans la Région du Haut Ghana occidental (planifié sur 5 ans à partir de juin 2011)
- Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV)** : Promotion des visites par des professionnels de santé et de l'éducation des communautés de la Région du Haut Ghana occidental.
- Coopération technique (spécialisée)** : Projet d'extension du modèle fonctionnel CHPS (planifié pour oct. 2011-sept. 2013)
- Formulation de projets supplémentaires en coordination avec d'autres donateurs

Une professionnelle de la santé communautaire
Une enquête auprès des ménages
Un poste de santé

Rocinantes (Association à but non lucratif) : programme de partenariat de la JICA, "Projet d'amélioration des services de santé maternelle/infantile"

L'association à but non lucratif Rocinantes a lancé son projet avec l'aide de la JICA et du club d'associés de l'entreprise japonaise NEXCO-West. Le taux de la mortalité maternelle au Soudan s'élève à 1 107 décès pour 100 000 naissances vivantes (2008), ce qui est extrêmement élevé même pour l'Afrique subsaharienne, et l'accès aux services de santé est limité, notamment pour les femmes de cette région rurale pauvre et reculée. Rocinantes a affecté des sages-femmes au centre médical pour qu'elles effectuent des examens médicaux et aident pendant les accouchements, mais aussi pour qu'elles organisent des formations aux mères et procèdent à des examens de santé groupés. Elles rendent aussi visite à domicile à toutes les femmes enceintes pour réaliser des examens prénatals et post-natals et sensibiliser les villageois à l'importance de la santé maternelle et infantile. Le nombre

d'examens a été multiplié par trois entre le début du projet et janvier 2011, ce qui témoigne d'une amélioration dans l'attitude des femmes enceintes vis-à-vis des examens médicaux. (Photos : Rocinantes)



Mesures contre les maladies infectieuses

Ci-dessous, quelques exemples d'activités de collaboration en 2010.

Contribution dans le cadre du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme (le Fonds mondial)

Près de 56 % des ressources du Fonds mondial sont alloués à la prévention et au traitement de ces trois maladies infectieuses en Afrique subsaharienne. Fin 2010, le Japon (l'un des fondateurs du Fonds mondial) avait déboursé 441 millions de dollars pour le Fonds afin de respecter son engagement à hauteur de 560 millions de dollars pris en mai 2008. Lors de la troisième Conférence de reconstitution volontaire du Fonds mondial en octobre 2010, le Japon a annoncé qu'il porterait ses contributions à 800 millions de dollars dans les années à venir, à compter de 2011.

Les efforts du Japon et UNICEF pour prévenir les maladies infectieuses

L'UNICEF lutte pour réduire la mortalité infantile et avec le soutien du gouvernement japonais, l'UNICEF prend des mesures pour prévenir les maladies infectieuses. Plus de 51,9 millions d'enfants sont concernés en Guinée, au Soudan, au Nigeria, en Angola, au Libéria et au Zimbabwe, avec un approvisionnement en médicaments et en matériel médical pour lutter contre des maladies évitables telles que la poliomyélite (subvention totale de 36,5 millions de dollars entre mars 2010 et mars 2011).

Coopération entre la JICA et Sony pour la lutte contre le VIH/SIDA

Après l'organisation de la manifestation "la JICA et Sony soutiennent la génération suivante au Ghana, 2009", la JICA et Sony ont retransmis gratuitement dans 18 lieux différents la Coupe du monde 2010 sur grand écran à haute définition dans le cadre du "Football contre le VIH et le SIDA". Les retransmissions étaient accompagnées d'activités de sensibilisation à la prévention du VIH/SIDA ainsi que de tests de dépistage du VIH, en étroite collaboration avec les Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV). Cela a permis de doubler la participation des jeunes et de multiplier par 2,5 le nombre de personnes ayant réalisé le test de dépistage du VIH par rapport à l'organisation précédente de la manifestation uniquement par la JICA. Face à ce succès, la JICA et Sony vont lancer une étude de faisabilité sur l'électrification par des panneaux solaires dans les zones rurales dans le cadre de "l'Enquête préparatoire de Promotion des entreprises BOP", le nouveau programme de la JICA pour soutenir les projets du secteur privé.



Une retransmission gratuite de la Coupe du monde au Ghana (Photo : JICA)

IV. Consolidation de la paix et bonne gouvernance



Les pays africains et les institutions continuent, avec le soutien de la communauté internationale, à s'engager dans la consolidation de la paix et la bonne gouvernance. Le Japon est heureux des résultats positifs découlant des efforts de chaque pays. Il apprécie également le rôle de plus en plus actif de l'UA et des REC en ce domaine. Toutefois, comme en témoigne la situation politique dans certaines parties du continent, les défis en matière de paix et de bonne gouvernance demeurent importants.

A cet égard, le Japon maintient son engagement à soutenir les efforts de l'Afrique en faveur de la paix et de la bonne gouvernance. La consolidation de la paix exige un soutien continu et sans heurts pour que celle-ci soit irréversible, et l'aide du Japon couvre la prévention des conflits, l'aide humanitaire, l'aide à la reconstruction assistance, le rétablissement et le maintien de la sécurité, et la promotion d'une bonne gouvernance. Cette aide est prodiguée en coordination étroite avec un grand nombre de partenaires de la TICAD tout au long du processus de la TICAD.

État de l'aide japonaise, avril 2008 - mars 2011 (provisoire)

Montant total des projets financés par le Japon en matière de consolidation de la paix et de promotion de la bonne gouvernance (avril 2008 - mars 2010) (100 millions de yens)

	Prévention des conflits	Aide humanitaire et à la reconstruction	Rétablissement et maintien de la sécurité	Promotion de la bonne gouvernance
Dons et coop. tech.	1,2	988,9	68,8	24,2
Hors APD	—	—	22,9	—

Prévention des conflits

L'année de la paix et de la sécurité en Afrique

A l'initiative de l'Union Africaine, 2011 est "l'année de la paix et de la sécurité en Afrique". Le Japon a aidé la Commission de l'Union africaine à organiser une réunion permettant de faire progresser le projet de construction d'un

monument à la mémoire des victimes des violations des droits de l'homme. Le soutien du Japon a également servi aux matériaux pour promouvoir la paix et la sécurité.



T-shirt réalisé par l'aide japonaise (Photo : MOFA)

Aide humanitaire et à la reconstruction



(Photo : JICA)

Formation de la police nationale en RDC

En vue de rétablir et maintenir la sécurité en RDC, où des conflits de long-terme persistent, la JICA s'est engagée dans un partenariat avec la

Police nationale de la RDC et la MONUSCO* dans une formation de mise à niveau de la police nationale ainsi que dans la formation initiale des nouveaux agents dans la région Est.

*Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

Développement de l'autonomie des communautés et consolidation de la paix à Ituri (RDC)

Avec l'aide du Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine, dont le Japon est l'un des principaux donateurs, la PNUD, le FAO, l'UNICEF et le HC-NUR ont conjointement conçu et mis en œuvre un projet pour la reconstruction et la consolidation de la paix dans la région à haut-risque et vulnérable d'Ituri, zone dévastée par la guerre. Ce projet a non seulement amélioré la

sécurité en général, mais aussi contribué à assurer la sécurité humaine dans les communautés locales à travers diverses activités économiques et sociales.



Marché local construit par le projet (Photo : JICA)

Rétablissement et maintien de la sécurité

Améliorer la protection des migrants vulnérables

Chaque année, des dizaines de milliers de migrants et de demandeurs d'asile tentent un voyage dangereux en direction de la région nord-est de la Somalie, Djibouti puis la traversée du Golfe d'Aden sur des radeaux, exploités par des passeurs. Afin de renforcer la protection de ces migrants, le Japon et l'OMI ont mis en œuvre des projets comprenant le renforcement des capacités des institutions concernées, l'aide directe aux migrants en situation vulnérable et l'affermissement des moyens de subsistance des communautés de départ, notamment par la formation professionnelle, en étroite collaboration avec les gouvernements, les ministères et les ONG.



Formation aux affaires à des migrants potentiels au Somaliland



Formation en soins esthétiques à des migrantes potentielles au Somaliland (Photos : OMI)

Renforcement de la gouvernance pour la consolidation de la paix en Afrique francophone



(Photo : JICA)

Afin d'accélérer le rétablissement de l'ordre et de la justice dans les pays d'après-guerre, le Japon assiste les pays francophones au développement des ressources humaines du secteur de la sécurité, qui est essentiel à la consolidation d'une nation. C'est dans ce contexte que le Japon invite les cadres policiers et les administrateurs judiciaires à un séminaire de formation, qui leur permettra de partager l'expérience japonaise de la période de reconstruction d'après-guerre et de s'introduire aux systèmes de sécurité japonais.

Soutien aux Institutions de sécurité en Somalie et à la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM)

Etant donné l'importance vitale de retrouver la stabilité en Somalie, le Japon a versé 24 millions de dollars pour soutenir la police somalienne et 9 millions de dollars au fonds fiduciaire de l'ONU destiné à soutenir l'AMISOM en 2009, afin de renforcer les opérations de consolidation de la paix déployées par l'UA dans le pays.



(Photo : AMISOM)

Renforcement des capacités de consolidation de la paix en Afrique



Formateur des JSDF au CCCPA du Caire (Photo : MOFA)

Le Japon a commencé par soutenir cinq centres pour le maintien de la paix en 2008 (Egypte, Ghana, Kenya, Mali et Rwanda) puis a étendu son aide à trois autres centres en 2009 (Bénin, Nigeria, Afrique du Sud) à travers la PNUD. En 2010, ce soutien s'est étendu à un autre centre situé au Cameroun et des aides supplémentaires ont été offertes à trois centres (en Egypte, au Ghana et au Mali). Le Japon a également envoyé sept membres des forces d'auto-défense (JSDF) ainsi que des experts civils en tant que formateurs ou personnel de renfort aux centres situés en Egypte, au Ghana, au Mali et au Kenya. En mars 2011, le nombre total de personnes ayant assisté à des stages de formations financés par le Japon atteignait le chiffre de 1 809 personnes. Le Japon compte poursuivre ce soutien en 2011.

Promotion de la bonne gouvernance

Projet d'appui au cycle électoral (PACE) au Burundi

Le Projet PACE d'appui au cycle électoral, dirigé par la PNUD et mis en place en septembre 2009, a coordonné avec succès un fonds commun d'un montant de 28 millions de dollars, constitué de 15 donateurs internationaux, dont le Japon, en vue de soutenir la nouvelle Commission électorale nationale (NEC) pour l'organisation de l'ensemble du cycle électoral de 2010. Le résultat direct en a été l'organisation de 5 élections en moins de 4 mois en 2010 (communales, présidentielles, sénatoriales, et sub-communales) avec environ 35 000 agents de scrutin déployés dans 6 969 bureaux de votes.



(Photos : PNUD)

IV. Consolidation de la paix et bonne gouvernance

Le soutien du Japon à la consolidation de la paix au Soudan

Au Soudan, le processus de mise en œuvre de l'accord de paix CPA (Comprehensive Peace Agreement), signé en janvier 2005, a mis fin à "la plus longue guerre civile en Afrique", qui a duré plus de vingt ans et qui se trouve aujourd'hui à une étape cruciale. Dans la région du Darfour, la situation humanitaire qui se détériorait depuis 2003 a débouché sur une crise. Malgré la signature de l'Accord de paix du Darfour, la situation demeure instable. Face à cette situation, le Japon a étendu son soutien en faveur de la consolidation de la paix au Soudan à la fois pour la mise en œuvre du CPA et pour la stabilisation du Darfour.

Étapes de la mise en œuvre du CPA et du processus de paix au Darfour

Janvier 2005	Signature du CPA
Juillet 2005	Formation du gouvernement d'unité nationale
Mai 2006	Signature de l'Accord de paix du Darfour
Décembre 2009	Loi sur le référendum du Sud-Soudan et Loi sur le référendum à Abyei
Avril 2010	Elections générales (législatives et présidentielles)
Janvier 2011	Référendum du Sud-Soudan
Février 2011	Annonce du résultat final du référendum du Sud-Soudan
Juillet 2011	Expiration de l'accord de paix CPA

Soutien aux élections générales (législatives et présidentielles)

Le Japon a accru le montant de ses subventions d'urgence à environ 10 millions de dollars par le biais du PNUD afin d'aider d'élections générales. L'aide du Japon a servi à l'acquisition de bulletins de vote et d'urnes, ainsi qu'à une campagne de sensibilisation des femmes pour une plus grande participation à la vie politique.

Soutien au référendum du Sud-Soudan

Le Japon a envoyé une Mission d'observation du référendum composée de 15 membres dans le cadre de la Loi internationale de coopération pour la paix. Le Japon a aussi offert, par le biais du PNUD, une subvention d'urgence d'environ 8,17 millions de dollars afin de soutenir l'exécution d'un référendum libre et équitable pour le peuple du Sud-Soudan. L'aide du Japon a servi à l'éducation des électeurs, à la formation des médias, à l'inscription sur les listes électorales et à l'acquisition du matériel de vote.



Programme de Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR)

Comme énoncé dans le CPA, le programme de DDR destiné aux armées du Sud et du Nord-Soudan a démarré en 2009. Ce programme est censé aider à la réinsertion des anciens combattants dans la société civile. Par le biais du PNUD, le Japon a commencé à soutenir le DDR en 2005 et a effectué un deuxième versement de 10,7 millions de dollars en janvier 2011.

En outre, dans le cadre de la coopération technique de la JICA, le Japon a fourni le matériel de formation et formé les enseignants des centres professionnels ainsi que les ONG locales impliquées dans la formation professionnelle des anciens combattants.



Subvention au DDR (par le PNUD)

Soutien à la réinsertion des anciens combattants, domaines : agriculture, formation professionnelle, création d'entreprises

Projet de coopération technique pour le développement des ressources humaines (JICA)

Exemples d'efforts en faveur du Sud-Soudan

A mesure que progresse la reprise d'après-guerre, le volume de marchandises a radicalement augmenté sur les voies navigables allant du Nord au Sud. L'agrandissement du port du fleuve Juba va créer un environnement efficace et sûr pour les activités commerciales de la région. En soutenant la rénovation de ce port fluvial, le Japon cherche à promouvoir la consolidation de la paix.



Port du fleuve Juba (Photo : JICA)

V. S'attaquer aux questions de l'environnement et des changements climatiques



Les accords de Cancun ont été adoptés lors de la 16^e session de la Conférence des parties du Sommet des Nations Unies sur le changement climatique (COP 16). Ces accords fixent de manière officielle les objectifs d'atténuation et les actions à mener dans le cadre de la CCNUCC à la fois par les pays développés et ceux en développement ; ils reflètent un équilibre entre plusieurs éléments essentiels de divers domaines tels qu'un système MRV (mesure, notification et vérification), les stratégies REDD+, le financement, l'adaptation et la technologie. Le Japon souhaite poursuivre ses efforts de coopération avec les pays africains en vue d'atteindre l'objectif final, à savoir l'adoption d'un nouveau document unique et complet, qui établirait un cadre international juste et efficace avec la participation de toutes les principales économies du monde sur la base des accords de Cancun.

En 2011, au moment où le monde entier se prépare à la COP 17 organisée en Afrique du Sud, la coopération en ce domaine devient de plus en plus importante. Le Japon souhaite coopérer avec les pays africains afin de favoriser le succès de la COP 17.

1. Atténuation et adaptation

Le Japon renforce son aide dans le domaine de l'atténuation et de l'adaptation, et admettant les besoins en la matière des pays africains.

Atténuation

Egypte : projet de parc éolien dans le Golfe d'El Zayt

Un prêt en yens de 38,864 milliards de yens a été accordé à l'Egypte en mars 2010 pour la construction d'un parc éolien de 220 MW situé à 350 kilomètres au sud-est du Caire. Ce projet vient répondre à une demande accrue en électricité tout en contribuant à la réduction des gaz à effet de serre puis qu'il substitue les aux énergies fossiles une énergie renouvelable. Cette initiative soutient donc à la fois l'économie de l'Egypte et la protection de l'environnement mondial.



Site de construction prévu



Image (Photos : JICA)

Ethiopie : projet de gestion participative de la forêt

Avec l'assistance technique de la JICA, le gouvernement éthiopien met en œuvre un projet de gestion participative de la forêt. Ce projet contribue non seulement à la protection de la forêt mais aussi à l'amélioration des conditions de vie par le biais de la commercialisation du café issu de cette forêt qui est exporté au Japon par la société UCC (Ueshima Coffee Co., Ltd.).



Gestion de la forêt par la population locale



Récolte du café de la forêt

(Photos : JICA)

Adaptation

Afrique du Sud : prédiction des variations climatiques et ses applications dans les régions sud de l'Afrique

Le Centre africain pour le climat et les sciences du système terrestre (ACCESS) ainsi que l'Agence japonaise pour les sciences et technologies marines et terrestres (JAMSTEC) ont mis en œuvre un projet avec l'Université de Tokyo, l'aide du Partenariat de recherche en sciences et technologies pour le développement durable (SATREPS) et en coordination avec la JICA et l'Agence japonaise des sciences et technologies (JST).

Ce projet vise à renforcer la capacité en prédictions climatiques saison-

nières en Afrique du Sud et utiliser les prédictions pour la meilleure gestion des problèmes environnementaux de la région sud-africaine et de contribuer ainsi à son développement durable. Il vise à accélérer la mise en place de mesures suffisantes contre les risques de changement climatique dans la région tels que l'érosion du littoral.



(Photo : JICA)

Le Programme d'amélioration des capacités pour faire face aux catastrophes naturelles induites par le changement climatique

Un programme de subventions de 300 à 700 millions de yens a été établi en faveur des pays suivants : Ouganda, Ghana, Cap Vert, Gambie, Kenya, Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Djibouti, Sénégal, Togo, Burkina Faso, Burundi, Bénin, Malawi, Mali, Mauritanie, et Lesotho, afin de fournir les installations et les équipements nécessaires pour faire face aux catastrophes naturelles.



Image (Photo : JICA)



Image (Photos : JICS)



Partenariat conjoint Japon-PNUD de lutte contre le changement climatique en Afrique : programme d'adaptation de l'Afrique

Dans le cadre du Partenariat conjoint Japon-PNUD établi par le Japon et le PNUD lors de la TICAD IV, le PNUD a mis en œuvre des programmes en faveur de l'adaptation au changement climatique dans 20 pays africains, pour un montant de 92,1 millions de dollars. Le programme a

adopté une approche globale afin de soutenir les efforts à long terme des pays concernés et de renforcer leur capacité à mettre en œuvre des mesures d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe.

Le "financement à mise en œuvre rapide" du Japon pour les pays en développement jusqu'en 2012

Lors de la COP 15 en décembre 2009, le Premier ministre alors en poste Yukio Hatoyama a annoncé une aide du Japon jusqu'en 2012 en faveur des pays en développement qui prennent des mesures face au changement climatique, telles que des mesures d'atténuation, ainsi qu'aux pays en situation de vulnérabilité face aux conséquences du changement climatique, afin de contribuer aux avancées des négociations internationales.

Le "financement à mise en œuvre rapide" a été réalisé d'une manière efficace

et rentable, sur la base des besoins des nations africaines. Au 30 septembre 2010, le Japon avait déjà apporté une aide de 886 millions de dollars (735 millions de dollars pour l'atténuation dont 87 pour les stratégies REDD+ ; 151 millions de dollars pour l'adaptation). Le Japon a également annoncé son soutien à l'atelier africain régional de la CCNUCC organisé en juin/juillet 2011 pour renforcer l'accès direct des pays africains aux ressources des fonds pour l'adaptation.

L'initiative "Vie harmonieuse"

Lors de la 10^e réunion de la Conférence des Parties de la Convention sur la biodiversité biologique (CBD/COP 10) qui s'est tenue à Nagoya en octobre 2010 sous présidence japonaise, le Premier ministre Naoto Kan a annoncé que le Japon apporterait une aide de 2 millions de dollars au

cours des trois prochaines années à compter de 2010 dans le cadre de l'initiative "Vie harmonieuse". Celle-ci vise à soutenir les efforts des pays en développement pour atteindre les objectifs de biodiversité d'Aichi définis par la CBD pour la période 2011-2020.

Gabon : conservation de la biodiversité de la forêt tropicale fondée sur une coexistence durable entre les humains et la faune sauvage

Ce projet est une coopération entre l'Institut de recherche de l'écologie tropicale du Gabon et les universités japonaises de Kyoto, Yamaguchi et Chubu Gakuin et bénéficie du soutien du programme SATREPS en coordination avec la JICA et la JST. Il



Forêt tropicale au Gabon (Photo : JICA)

vise à surveiller les espèces essentielles et les espèces parapluies pour comprendre les différences saisonnières et prévenir ainsi le déclin rapide de la biodiversité. Ces données permettront de prendre des mesures en faveur de la conservation des écosystèmes et d'une utilisation du-

rable des ressources naturelles, et d'élaborer des plans de gestion favorisant l'écotourisme et l'éducation environnementale, en faveur d'une coexistence durable entre les être humains et la faune sauvage.



Parc national Moukalaba-Doudou (Photos : JICA)



Exemples de projets conduits par des sociétés privées japonaises

Hitachi Power construit 12 générateurs de vapeur à haute capacité en Afrique du Sud

Hitachi met actuellement en œuvre les projets d'Eskom d'installer 12 générateurs à vapeur de 800 MW pour les centrales électriques Medupi (province de Limpopo) et Bravo (province de Mpumalanga) en Afrique du Sud. La technologie de la centrale thermique à charbon supercritique a été adoptée. Développée

par Hitachi, cette technologie se classe parmi les meilleurs du monde et doit contribuer à réduire les émissions de CO₂.

(Photo: Hitachi)



Les efforts des autres partenaires de la TICAD

PNUD

Outre le programme d'adaptation africain mentionné, le PNUD aide également 20 pays d'Afrique à gérer des fonds pour l'adaptation, 175 millions de dollars de subventions ayant été mobilisés pour la région. Ces ressources ont été complétées par 260 millions de dollars de cofinancement pour répondre aux besoins primaires de développement. Le PNUD a également aidé les 17 pays les moins avancés (LCA) à préparer les Programmes d'action d'adaptation nationale (NAPA) qui doivent

les aider à identifier les besoins et les priorités d'adaptation, et à accéder aux fonds internationaux pour y répondre.

Au niveau des communautés, le PNUD travaille aussi pour aider les communautés les plus vulnérables à développer des stratégies de résistance au climat.

Niger : adaptation des pratiques d'élevage et d'agriculture aux réalités du changement climatique



La construction des puits traditionnels à l'aide de troncs d'arbre, qui contribuait à la déforestation, a cessé. Les puits traditionnels à base de ciment sont en rénovation.



Une évaluation de la vulnérabilité de la communauté est menée à Roubou, dans le cadre d'une formulation de projet.

(Photo : PNUD)

2. Eau et assainissement

État de l'aide japonaise, avril 2008 - mars 2011 (provisoire)

Le Japon poursuivra son aide au secteur, bien que l'objectif du PAY en matière de subventions et de coopération technique ait déjà été atteint (réalisé à 138 %).

Montant total de l'APD dans les projets du secteur de l'eau et de l'assainissement (avril 2008 - mars 2011)

(100 millions de yens)

	Gestion des ressources en eau/Alimentation en eau et installations d'assainissement
Prêts	224,99
Dons et coop. tech.	412,86

Gestion efficace des ressources en eau

Le Japon a fixé l'objectif de renforcer les capacités des 5 000 gestionnaires et utilisateurs d'eau. Fin mars 2010, 12 046 personnes avaient déjà participé à différents types de formation et de séminaires dans le

domaine des ressources en eau. Le Japon poursuivra ses efforts même si l'objectif a déjà été atteint.

Accès à de l'eau potable et à des installations d'assainissement

En poursuivant son objectif de fournir de l'eau potable à 6,5 millions de personnes, le Japon a développé des installations d'alimentation en eau

et d'assainissement à la fois en milieu rural et urbain. Fin mars 2011, 3,6 millions de personnes avaient bénéficié des projets de subventions.

Efforts des autres partenaires de la TICAD

Banque mondiale

La Banque mondiale mène actuellement des projets destinés à améliorer l'accès à l'eau potable dans 35 pays. Ces trois dernières années, un total de 9,2 millions de personnes ont obtenu un meilleur accès à l'eau (soit une moyenne de 3 millions de personnes par an). 345 000 nou-

velles canalisations pour les foyers (soit 115 000 par an) ont été construites et 205 000 ont été rénovées. 142 000 points d'eau communautaires ont également été construits ou rénovés (plus de 45 000 par an) dans le cadre de projets au niveau communautaire.

VI. Élargir le partenariat



1. Promotion de la coopération Sud-Sud

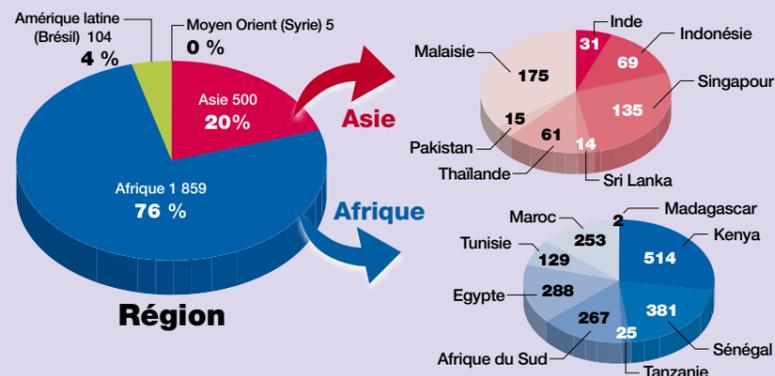
Les principaux outils de la coopération triangulaire avec le Japon sont la "Formation dans un pays tiers" et les "Experts d'un pays tiers". Grâce à ces efforts, le Japon soutient la coopération Asie-Afrique, la coopération

Afrique-Amérique latine, et celle au sein des régions africaines, qui représente actuellement la plus grande partie de cette coopération qui comprend notamment les initiatives OSBP, OVOP, SMASE, et CARD.

Appui du Japon à la coopération triangulaire

Dans le cadre du Programme de formation dans un pays tiers en 2008 et 2009, 2 468 ressortissants d'Afrique subsaharienne (45 pays) ont participé aux 144 formations organisées. En ce qui concerne la coopération Afrique-Asie, des formations de la JICA se sont déroulées dans huit pays d'Afrique, à savoir : Kenya, Sénégal, Égypte, Afrique du Sud, Maroc, Tunisie, Tanzanie et Ouganda. En outre, un total de 17 experts de pays tiers (Philippines : 1, Indonésie : 7, Brésil : 2, Kenya : 5 et Mali : 2) ont été envoyés en Afrique subsaharienne.

Nombre de participants originaires d'Afrique subsaharienne au Programme de formation dans un pays tiers par région et pays d'Asie et d'Afrique



Coopération entre Afrique et Asie

● Égypte : Formation en techniques de riziculture

L'approvisionnement de riz dans pays sub-sahariens ne parvient pas à faire face à la demande croissante. Face à cette situation, la formation de la JICA aux techniques de riziculture pour l'Afrique a été mise en œuvre au Caire afin d'utiliser les techniques avancées de riziculture existantes en Égypte dans l'objectif de doubler la production de riz en Afrique.

En 2010, 20 promoteurs et gestionnaires issus de 13 pays africains ont participé à la formation et ont étudié entre autres pendant cinq mois la mécanisation agricole, les techniques d'élimination des parasites

et l'économie de la production rizicole au Centre agricole international situé en Égypte. Cette formation illustre la coopération Sud-Sud que mène l'Égypte avec l'aide du Japon.



Participants à la formation en train de planter du riz



Conférence au Centre agricole international (Égypte) (Photos : JICA)

Appui à la coopération triangulaire par autres partenaires de la TICAD

PNUD :

A travers l'aide des fonds japonais, le PNUD a soutenu, en partenariat avec l'UNESCO, des activités contribuant à la promotion de la coopération Asie-Afrique, notamment le Forum d'affaires Afrique-Asie (AABF) et le Réseau universitaire de développement Afrique-Asie (AADUN). En ce qui concerne l'AADUN, une stratégie a été élaborée et la charte du Conseil de recherche a été adoptée en 2009 par les universités et les institutions de recherche de six pays africains (Algérie, Île Maurice, Afrique du Sud, Tanzanie, Ouganda et Zambie) et quatre pays asiatiques (Inde, Indonésie, Malaisie et Thaïlande). Le secrétariat a été ouvert dans l'Université de Malaya en Malaisie et un total de 21 universités sont engagées dans les activités de l'AADUN.

La Banque mondiale :

A travers le Fonds fiduciaire pour le partage des expériences Sud-Sud (SEETF) fondé en 2008, 17 pays africains ont reçu environ 604 000 dollars pour participer à cinq partages d'expérience en 2010. Afin de mieux intégrer les échanges Sud-Sud, l'Institut de la Banque mondiale a mené en novembre 2010 un "Concours pour le partage des expériences Sud-Sud". Sept propositions africaines se sont partagé es un financement de presque 300 000 dollars.

Vietnam, Thaïlande :

Le Vietnam et la Thaïlande participent de manière active à la coopération Asie-Afrique. La Thaïlande collabore à l'Initiative "Un village, un produit" (OVOP) et un professeur de la Thai University a fait une présentation sur l'OTOP ("Un Tambon (village), Un produit") lors du premier Séminaire OVOP africain intra-régional qui s'est tenu au Kenya en novembre 2010. Il a fait quelques recommandations pour les activités en Afrique, destinées à favoriser le partage d'expériences entre l'Asie et l'Afrique. Le Vietnam a quant à lui envoyé entre 2008 et 2010 plusieurs experts, issus notamment des secteurs

de l'éducation et de la santé, au Mali, au Mozambique, à Madagascar, en RDC, au Rwanda, au Tchad et en Guinée. En outre, le Vietnam a signé huit Protocoles d'accord/Accords de coopération dans les domaines de l'agriculture et du développement rural, de l'aquaculture, des quarantaines phytosanitaires, etc., avec six pays africains (Algérie, Nigéria, Sierra Leone, Namibie, Tchad et Égypte).

Pham Gia Khiem, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du Vietnam, lors du 2^e Forum Vietnam-Afrique (Photo : Min. affaires étrangères du Vietnam)



2. Approfondir l'intégration régionale

En s'appuyant sur la vision de l'Union africaine "d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique, grâce à ses propres citoyens, et représentant une force dynamique sur la scène mondiale", la CUA a élaboré le projet de l'Université panafricaine (PAU) en tant que pierre angulaire de la politique de l'UA pour revitaliser l'éducation supérieure en Afrique. Suite à la décision de l'Assemblée de l'UA de juillet 2010, les chefs d'Etat et les gouvernements de l'UA ont défini cinq domaines différents pour constituer la PAU et les ont répartis entre les cinq régions géographiques.

A travers ses programmes régionaux, le PNUD a aidé l'approfondissement de l'intégration régionale et le développement de la capacité des institutions régionales et sous-régionales telles que l'UA, la CEDEAO, la SADC

et l'EAC. Dans ce cadre, des propositions de projet sur le développement de capacité en négociation commerciale pour les diplomates africains et sur le renforcement des capacités institutionnelles des communautés économiques régionales pour le développement du secteur privé et du développement des marchés favorisant l'insertion sociale en Afrique ont été faites pour être mises en œuvre avec le financement du gouvernement japonais. Ces propositions doivent renforcer les capacités des communautés économiques régionales (REC) pour le développement du secteur privé afin d'apporter aux négociateurs africains des compétences, des connaissances et des réseaux indispensables pour qu'ils puissent aborder plus efficacement les négociations commerciales internationales.

3. Élargir le partenariat

Partenariats avec le secteur privé

Comme indiqué dans la section II.1, le gouvernement japonais a soutenu le développement de systèmes d'infrastructures intégrées. Ainsi, le Ministère des affaires intérieures et des communications (MIC), en collaboration avec le MOFA, le METI et l'ARIB (Association of Radio Industries and Businesses) travaille depuis mai 2010 à l'extension en Afrique du système ISDB-T de radiodiffusion numérique terrestre (DTB, système japonais et brésilien), en ciblant d'abord la région d'Afrique australe (SADC). Lors de la réunion ministérielle de la SADC sur les TIC en novembre

2010, le système européen (DVB-T2) a été adopté en tant que norme recommandée, mais il a également été décidé que chaque pays pouvait décider du système à adopter à titre individuel. En février 2011, des hauts-fonctionnaires du gouvernement d'Angola sont venus au Japon et ont signé un Mémoire d'entente dans le secteur des TIC, incluant le DTB. Le Japon organisera bientôt des séminaires pour mener des essais de diffusion au Botswana et en Angola ; la RDC et la Zambie ont exprimé leur intérêt pour le système ISDB-T.

Collaboration avec la société civile

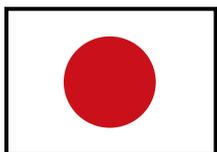
La société civile, les ONG et les fondations ont été étroitement impliquées dans le processus de la TICAD et des représentants de la société civile issus aussi bien du Japon que des pays africains ont participé aux réunions ministérielles de suivi. En mars 2011, les activités de 25 sociétés civiles/ONG/fondations avaient déjà été enregistrées dans la base de données lancée l'an dernier au cours de l'exercice 2009. L'organisme Japan Platform

(JPF) a mis en œuvre des projets en faveur du retour des réfugiés et des déplacés internes, et du développement des communautés dans le sud du Soudan. Cela a représenté 770 millions de yens à travers des prêts d'ADP pendant l'exercice 2010 (la Japan Platform constitue un cadre à travers lequel les ONG, la communauté d'affaires et le gouvernement coopèrent dans l'aide d'urgence et de la reconstruction).

Coopération universitaire

Il existe plusieurs accords individuels de coopération entre des universités japonaises et africaines ou des instituts. Certains sont reliés à des projets ou à des programmes spécifiques mis en œuvre par le gouvernement japonais, tels qu'E-JUST. Pour d'autres, les universités japonaises sont directement impliquées dans une collaboration avec les gouvernements de pays africains. Par exemple, le GRIPS japonais (Collège doctoral de recherche politique) s'est engagé depuis juin 2009 en Ethiopie dans

le dialogue politique pour le développement industriel avec le premier ministre éthiopien depuis juin 2009 avec l'aide de la JICA. Le GRIPS soutient l'étude de la JICA sur l'amélioration de la qualité et de la productivité (Projet Kaizen) conçu pour ancrer les procédures Kaizen (littéralement "amélioration continue") dans les entreprises privées locales, qui est en train de prendre racine dans le développement industriel en Ethiopie.



Japon

TICAD IV

Mécanisme de suivi

La quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, la TICAD IV, s'est tenue à Yokohama, Japon, en mai 2008. Outre la Déclaration de Yokohama, la Conférence a adopté un plan quinquennal, le Plan d'action de Yokohama (PAY), et mis en place le mécanisme de suivi de la TICAD, une structure de trois tiers chargée de passer en revue et d'évaluer annuellement la mise en œuvre et les engagements détaillés dans le PAY.



Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique

2008

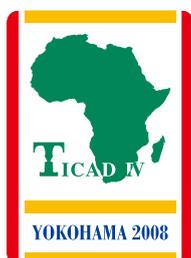
Plan d'Action de Yokohama (PAY)



Programme des Nations-Unies pour le développement



Banque mondiale



Ministère des Affaires étrangères du Japon
Kasumigaseki 2-2-1, Chiyoda-ku, Tokyo
100-8919, Japon.
Tel: +81- (0) 3-3580-3311
<http://www.mofa.go.jp>



Commission de l'Union africaine